

Entretien avec Professeur Lambert N'galadjo Bamba

17 avril 2010, Hôtel Voltaire, Potsdam

SEF: Bonjour Prof. Bamba. Commençons avec la question concernant l'harmonisation des économies nationales et les stratégies communes pour faire face à la crise économique et financière au sein de la CEDEAO. Quelle approche a été choisie?

Bamba: Concernant la situation au sein de la CEDEAO, il faut dire que la crise économique et financière elle-même n'a pas eu d'impact direct sur l'ensemble des pays. Ce sont les effets du second tour qui ont beaucoup plus touché nos pays. On a la grande économie, le Nigéria, qui quand même a vu un impact direct du fait de la taille de sa bourse, la bourse de Lagos. Secondairement, la bourse du Ghana a été affectée, et puis celle de l'UEMOA [Union économique et Monétaire Ouest Africaine] qui est basée à Abidjan. Face à cette situation, les premières réactions étaient celles des banques centrales, qui essayaient de prendre des mesures conservatoires. Suite à ces mesures, il y a eu une réunion régionale sous l'égide de la Commission de la CEDEAO, cette fois-ci avec l'ensemble des ministres des finances, plus les différents partenaires au développement, notamment le FMI, la Banque Mondiale, la Commission économique pour l'Afrique, afin de réfléchir sur la question. On a décidé de mettre en place un comité de veille stratégique pour donner des conseils aux différents gouvernements sur les mesures à prendre face à la crise.

SEF: Dans votre intervention vous avez mentionné qu'une réponse possible à la crise financière serait l'accélération de l'intégration monétaire. En vue des difficultés subies actuellement par l'UE en maintenant la stabilité de l'union monétaire, les économistes de la CEDEAO sont-ils encore convaincus que ça soit le remède convenable?

Bamba: Je pense que ce qui se passe avec la Grèce, nous donne plutôt raison. Pourquoi ? Parce qu'il me semble que la situation que vit la Grèce est liée à des dysfonctionnements au niveau de la gestion macroéconomique. C'est parce qu'il y a eu des politiques économiques mal menées, ce pays se retrouve fortement en difficultés et donc exposés à la spéculation internationale.

Or, le processus de la construction de la monnaie unique dans notre espace nous oblige à harmoniser la politique macroéconomique, à se soumettre à des critères de convergence et ensemble à une revue par les pairs – c'est ce qui se passe au conseil de convergence. Des rapports économiques sont produits sur chacun des pays et puis discutés simultanément en groupe afin de formuler des recommandations. En approfondissant ce processus, ça va mener l'ensemble des pays à avoir des politiques macroéconomiques plus saines et capables d'éviter des situations difficiles. Voilà, le processus d'approfondissement de l'intégration monétaire - une logique parallèle à celle de l'Europe.

SEF: Votre réponse lors du débat concernant la Chine était intéressante. Vous avez dit qu'il faut faire face à la politique de la réalité. Vous avez aussi dit que la Chine est prête à développer l'infrastructure électrique en Afrique de l'Ouest, notamment quatre centrales électriques et un barrage. Quelle est votre position concernant une collaboration avec et ainsi une dépendance accrue de la Chine en Afrique de l'Ouest?

Bamba: Oui, ça peut se traduire par une dépendance accrue, mais ça peut aussi se traduire par une indépendance accrue. Tout dépend de la façon dont nous négocions nos partenariats avec la Chine. Au niveau de la CEDEAO, à la suite du sommet Chine-Afrique, nous avons organisé un forum d'affaires entre la CEDEAO et la Chine, ce qui nous a permis de signer des mémorandums d'entente d'un cadre global de coopération. C'est à travers ce cadre-là que nous négocions des différents projets, ça peut être des projets d'infrastructure. La réalisation de telles infrastructures, comme la construction d'un barrage hydroélectrique ou bien des centrales électriques ne va pas nous rendre forcément dépendants de la Chine. C'est vrai que peut-être pour l'entretien et pour les pièces de rechange, c'est vers la Chine qu'on ira les chercher. Le fait d'avoir cette électricité nous donne quand même une certaine autonomie, parce que les entreprises qui vont utiliser cette électricité ne sont pas forcément des entreprises chinoises. Ce sont peut être des entreprises européennes qui viennent s'implanter en Afrique de l'Ouest. Donc pour nous, ça peut être aussi l'occasion de l'indépendance.

SEF: Il y a des experts qui pensent que la clé du développement en Afrique serait la consolidation du secteur privé. En conséquence, la CEDEAO a établi en 2007 une Direction du secteur privé. Est-ce que les objectifs de la CEDEAO ont été atteints à cet égard là ? Parlant plus généralement : comment le poids du secteur privé peut-il être renforcé au sein des Etats de l'Afrique de l'Ouest?

Bamba: La direction du secteur privé est effectivement une direction jeune. Pendant ces trois années, nous avons essayé d'abord d'organiser le secteur privé au niveau régional. Ainsi on s'est efforcé de mettre en place la fédération des chambres de commerce, la fédération des manufacturiers et la fédération des patronats de l'Afrique de l'Ouest. Récemment, on a même pu créer la fédération des femmes entrepreneurs de l'Afrique de l'Ouest. Et puis, un autre objectif c'est de permettre aux opérateurs économiques de se connaître. Nous avons deux grands groupes dans notre région, le bloc anglophone et le bloc francophone, qui se méfiaient auparavant. Maintenant nous organisons chaque année un forum des affaires de la CEDEAO pour les réunir. En conséquence, il y a moins de méfiance entre les opérateurs économiques et plus souvent ils interviennent auprès de leurs gouvernements pour faciliter la libre circulation des biens et des services dans l'espace CEDEAO. Aujourd'hui, nous voulons amener chacun des groupes à élaborer des stratégies et des plans d'action de moyen terme que nous allons valider avec eux et que nous mettrons en œuvre à travers l'ensemble des décisions au sein de la CEDEAO.

SEF: Arrivons à la dernière question. J'ai remarqué que dans votre présentation vous avez attiré l'attention sur les mesures prises face à la crise alimentaire et énergétique. C'est intéressant, vu que la conférence met l'accent sur les chocs générés par le changement climatique et la crise financière. Est-ce que les effets de la crise alimentaire et énergétique sont plus imminents et ressentis de façon prédominante en Afrique ? Et finalement, comment ces crises se conditionnent mutuellement?

Bamba: Oui, ces crises sont encore présentes en Afrique. Pourquoi ? Parce que suite à la crise alimentaire, les prix des produits vivriers sont montés. C'est vrai qu'il y a eu une accalmie, mais les prix ne sont plus redescendus en-dessous du niveau qu'ils avaient avant. Ensuite cette crise s'est

combinée avec celle énergétique. Elle a amené à suivre de près le développement des bioénergies, notamment la culture de certaines plantes qui pourraient permettre la production des carburants agricoles. Or, les terres qui devraient être affectées à la culture des produits vivriers, vont être utilisées pour produire par exemple le Jatropha. Il est important que nous, au niveau de la Commission de la CEDEAO, puissions continuer à faire le suivi pour éviter que les terres, sous prétexte des rentabilités plus importantes des biocarburants, ne soient pas affectées à produire ceux-ci, ce qui aggraverait la dépendance alimentaire de la région.

Concernant la question énergétique, si nous voulons accroître notre taux de développement, il nous faut de plus en plus d'énergie. Actuellement nous n'avons pas de grands bailleurs de fond qui nous aident à développer la production d'énergie. Tout ça est lié à la croissance de notre région. Si le rythme de croissance que nous avons actuellement se maintient pendant une période assez longue, sur 10 ans encore, on pense que nettement la pauvreté va commencer à baisser, une classe moyenne va se développer et la demande en électricité va devenir de plus en plus forte. Toutes ces choses sont liées. On doit continuer à les gérer pour éviter des chocs futurs.

SEF: Professeur Bamba, je vous remercie pour cet entretien et le temps que vous nous avez accordé.



Avant devenir Commissaire, chargé des politiques macro-économiques de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Professeur Bamba a occupé le poste de conseiller technique au Ministère de l'Économie et des Finances de son pays d'origine, la Côte d'Ivoire. Docteur en sciences économiques, il a été chercheur au Centre ivoirien de recherches économiques et sociales (CIRES) et maître de conférences à l'Université de Cocody, Abidjan.